

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

11 septembre 2013

La version Internet fait foi

M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat

M. Christophe Genoud, vice-chancelier d'Etat



# Sommaire

---

Genève-Confédération .....	4
Non à une coupe dans le soutien à l'électricité d'origine renouvelable .....	4
Genève salue la proposition de modification du droit sur les documents d'identité .....	4
Accueil favorable à la révision des dispositions pénales incriminant la corruption.....	5
Mise en œuvre de la Politique forestière 2020 : oui à la modification de la loi fédérale sur les forêts .....	5
Genève .....	6
Mise en place d'une instance de médiation dans le canton de Genève.....	6
Autorisations de construire en procédure accélérée : un traitement en 30 jours .....	7
Stationnement : un principe de compensation consensuel .....	7
Modification du règlement de l'enseignement primaire .....	8
La direction générale de la nature et du paysage formalise sa réorganisation .....	8
Nouvelle directive en matière de gestion des déchets de laboratoire .....	9
Nouvelle dénomination à Chêne-Bourg .....	9
Petite enfance et zones de développement : aboutissement de deux référendums .....	9
Agenda des invitations à la presse .....	11

## **Non à une coupe dans le soutien à l'électricité d'origine renouvelable**

Le Conseil d'Etat désapprouve le [projet de modification de l'ordonnance sur l'énergie](#) mis en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication.

La Confédération propose de réduire considérablement l'aide à la production d'électricité d'origine renouvelable. La durée de rachat garanti serait ramenée à 15 ans au maximum, contre 20 à 25 ans actuellement. Particulièrement touché, le photovoltaïque verrait, dans le même temps, ses tarifs de rachat baisser de plus de 35%.

Le Conseil d'Etat considère que l'annonce de ces coupes risque de bloquer tous les nouveaux projets. Il souhaite, au contraire, qu'un développement continu des énergies renouvelables soit garanti. Dans sa réponse, le Conseil d'Etat invite le Conseil fédéral à renforcer le soutien à la production d'électricité d'origine renouvelable.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DS, ☎ 022 327 93 64.*

---

## **Genève salue la proposition de modification du droit sur les documents d'identité**

Le Conseil d'Etat salue le projet de modification de l'[ordonnance sur les documents d'identité](#) et de l'[ordonnance du Département fédéral de justice et police \(DFJP\) sur les documents d'identité des ressortissants suisses](#), mis en consultation par le DFJP.

La proposition consiste à permettre la mise en place d'une procédure électronique de commande des cartes d'identité, conformément à une décision prise par le parlement fédéral. Le gouvernement genevois estime que cette nouvelle procédure, qui concerne plus particulièrement les communes, contribuera à faciliter davantage les démarches liées à l'acquisition des documents d'identité par les citoyens, à l'instar des mesures déjà prises dans le domaine des passeports, qui ont démontré toute leur efficacité.

Les dispositions mises en consultation donnent également aux personnes mariées ou au bénéfice d'un partenariat enregistré la possibilité d'inscrire le nom d'alliance après le nom officiel sur les documents d'identité.

Pour rappel, les dernières modifications de la [loi fédérale sur les documents d'identité \(LDI\)](#), entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2012, prévoient qu'il reste possible d'établir des cartes d'identité sans puce électronique contenant des données biométriques et que les cantons décident si les demandes de cartes d'identité peuvent être déposées auprès de la commune de domicile.

Le [règlement cantonal relatif aux documents d'identité](#) laisse ainsi aux communes la compétence en matière de commande de cartes d'identité, sauf lorsque la demande est combinée avec celle d'un passeport. Dans ce cas, seul le service cantonal des passeports et de la nationalité est compétent, pour des raisons liées à la prise des données biométriques qui requiert l'exploitation d'un matériel spécifique.

*Pour toute information complémentaire : M. Christophe Bourquin, directeur du service des passeports et de la nationalité, office cantonal de la population, DS, ☎ 022 546 46 60.*

---

### **Accueil favorable à la révision des dispositions pénales incriminant la corruption**

Le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur du [projet de révision des dispositions pénales incriminant la corruption](#), mis en consultation par le Département fédéral de justice et police (DFJP), proposant de poursuivre d'office la corruption dans le secteur privé, comme par exemple dans le domaine du sport.

Le Conseil d'Etat salue la réforme proposée et suggère quelques modifications au projet, de façon à mieux l'intégrer dans le système de lutte contre le blanchiment d'argent.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 09.*

---

### **Mise en œuvre de la Politique forestière 2020 : oui à la modification de la loi fédérale sur les forêts**

Le Conseil d'Etat a répondu à la procédure de [consultation](#) lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, dans le cadre de la mise en œuvre de la [Politique forestière 2020](#).

Le gouvernement considère que le projet de modification de la loi sur les forêts permet de réelles améliorations. Il salue en particulier le fait de ne pas avoir élargi les possibilités de soutien à la création de nouvelle desserte forestière, susceptible d'entrer en conflit avec les objectifs de la [Stratégie biodiversité Suisse](#) et d'affecter fortement le paysage, tout en conduisant à un fractionnement dommageable des milieux.

*Pour toute information complémentaire : M. Patrik Fouvry, direction générale nature et paysage, DIME, ☎ 022 388 55 61.*

## Mise en place d'une instance de médiation dans le canton de Genève

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un [projet de loi instituant une instance de médiation dans le canton de Genève](#).

La [nouvelle constitution](#) entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2013 prévoit, à son article 115, la mise sur pied d'une instance de médiation permettant de traiter de manière extrajudiciaire les différends entre l'administration et les administrés. Cet article, largement soutenu par les membres de l'Assemblée constituante, représente une véritable innovation. Il est apparu opportun au Conseil d'Etat de soumettre rapidement sa concrétisation au Grand Conseil, d'autant plus que ce sera à ce dernier de désigner la personne responsable de l'instance de médiation, après consultation du Conseil d'Etat.

Pour nombre de citoyens et de citoyennes, les rouages de l'administration et les processus administratifs sont complexes, de même que les multiples législations ne sont pas toujours aisées à comprendre pour un profane. Cet écart de connaissances entre la population et les services spécialisés de l'administration peut engendrer des problèmes de communication et susciter de part et d'autre des réactions inadéquates. L'instance de médiation est utile pour clarifier certains points et résoudre les situations avant qu'elles ne dégénèrent.

Le rôle du médiateur est ainsi de protéger à la fois les citoyens et les citoyennes de traitements administratifs arbitraires et l'administration de reproches injustifiés de la part des usagers.

En Suisse, dix cantons, demi-cantons ou villes disposent d'une instance officielle de médiation. La plus ancienne est celle de la ville de Zurich, créée en 1971. La majorité des autres ont vu le jour dans la première décennie du 21<sup>ème</sup> siècle. Si la dénomination et le fonctionnement diffèrent selon les cantons, l'essentiel des buts se recoupe autour de la volonté de faciliter les démarches des citoyens et des citoyennes auprès de l'administration et de favoriser une bonne image de cette dernière.

Tous les modèles observés permettent d'arriver au même constat : si l'instance dispose d'une légitimité conférée par le pouvoir politique et qu'elle est bien acceptée par les services administratifs qui l'interprètent comme un agent facilitateur et un promoteur d'initiatives visant à vulgariser certaines procédures tout en restant dans le strict cadre légal, elle permet non seulement de prévenir des incompréhensions pouvant déboucher sur des conflits parfois violents, mais également de diminuer de manière importante les frais liés à des procédures juridiques, plaintes ou recours.

Le Conseil d'Etat, convaincu de l'intérêt d'une telle structure et soucieux de la mise en œuvre de la [nouvelle constitution](#), souhaite mettre à la disposition de la population genevoise un service simple, facilement identifiable, accueillant et compétent, lui permettant de mieux comprendre certaines procédures ou facilitant son orientation directe vers les bonnes personnes, avec un appui si nécessaire.

*Pour toute information complémentaire : M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de communication, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49.*

---

### **Autorisations de construire en procédure accélérée : un traitement en 30 jours**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la [loi sur les constructions et les installations diverses](#) afin d'accélérer et de simplifier l'acte de construire.

Cette modification législative est la concrétisation des conclusions du rapport du groupe de travail interdépartemental chargé de proposer une révision complète des processus de délivrance d'autorisation de construire (voir [communiqué du 24 juin 2013](#)). Seules les autorisations de construire en procédure accélérée (APA), soit des projets de faible ou moyenne importance et dont l'impact sur l'environnement est faible, sont concernées par cette réforme. Les APA concernent toutefois quelque 60% des requêtes, soit environ 1800 dossiers par année. Les autorisations de type ordinaire feront l'objet d'un rapport d'ici à la fin de l'année. Le projet de loi doit permettre de répondre aux requêtes en autorisation de construire de type APA dans un délai de 30 jours, au lieu de quatre à six mois actuellement.

Il est notamment proposé d'alléger et d'accélérer la procédure en cas de consultation d'une commission consultative officielle. Dans ce cas, le préavis de la commission (patrimoine, biodiversité, pêche et ports, architecture et urbanisme) est exprimé, sauf dérogation, par le service de l'Etat spécialisé. Les exceptions sont définies par la commission. En cas de consultation, une commission disposera de quinze jours pour préavisier la requête, comme les autres instances. Cela déchargera les commissions spécialisées des dossiers moins importants pour leur permettre de concentrer leurs efforts sur les objets plus complexes.

Le projet introduit également une simplification en matière de coordination des procédures et institue le principe d'une décision globale intégrant l'ensemble des décisions connexes (abattage d'arbre, décision énergétique, etc.). Ce changement n'implique aucun transfert de compétence entre services de l'Etat. Les requérants disposeront au final d'une décision globale, leur permettant une meilleure compréhension.

Cette modification permet de simplifier les recours – sans perte de droit pour l'administré –, puisque l'ensemble de la cause, y compris les décisions liées, sera jugé dans le cadre d'une procédure de recours unique.

Cette nouvelle règle s'appliquera d'ailleurs à toutes les autorisations délivrées, ce qui constitue une première mesure de simplification de la procédure ordinaire.

*Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, en contactant M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DU, ☎ 022 546 54 10 ou 079 215 80 58.*

---

### **Stationnement : un principe de compensation consensuel**

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier de la Ville de Genève concernant la récente modification du [règlement d'exécution de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière \(RaLCR\)](#), visant à appliquer le principe de compensation des places de stationnement.

Dans son courrier, la Ville de Genève relève, en substance, que la totalité de ses demandes n'a pas été retenue, par exemple celles qui concernent les conditions d'intégration des parkings existants dans le dispositif de compensation (voir [point de presse du 26 juin 2013](#)).

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat relève que l'élaboration de ce règlement s'est basée sur une large consultation des milieux concernés (Villes de Genève et de Carouge, Groupement transports et économie, Coordination transports et déplacements, Groupement transfrontalier européen, etc.), et que les modalités du principe de compensation qui en sont issues sont le fruit d'un compromis auquel l'ensemble des partenaires peut adhérer.

*Pour toute information complémentaire : Mme Chrystelle Charat, direction générale de la mobilité, DIME,  
☎ 022 546 78 27.*

---

## **Modification du règlement de l'enseignement primaire**

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement de l'enseignement primaire.

En raison de la généralisation du [Plan d'études romand \(PER\)](#) en 4<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> année primaire à la rentrée 2013 et de la décision d'introduire l'évaluation des travaux des élèves du cycle moyen à la demi-note, l'article 42 du règlement devait être modifié. Ce changement s'accompagne de moyennes trimestrielles arrondies au dixième.

En outre, les responsabilités respectives de la direction générale de l'enseignement primaire et des directions d'établissement relatives aux décisions de changement de classe ou d'établissement d'un élève sont précisées dans l'article 25.

Enfin, il est stipulé dans l'article 52 que le redoublement d'un élève est exclu si celui-ci satisfait aux conditions de promotion ou de promotion par tolérance ou s'il répond aux conditions d'admission au cycle d'orientation.

*Pour toute information complémentaire : Mme Isabelle Vuillemin, directrice de l'enseignement et de la scolarité, direction générale de l'enseignement primaire, DIP, ☎ 022 546 75 30.*

---

## **La direction générale de la nature et du paysage formalise sa réorganisation**

Le Conseil d'Etat a adopté une refonte du règlement d'application de la loi sur l'organisation de la direction générale de la nature et du paysage (DGNP), du 25 juin 2003.

Celle-ci découle de la réorganisation entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2011, qui comprenait la création des directions de la biodiversité, des espaces naturels, et du paysage.

En résumé, les modifications ont pour but de clarifier et d'actualiser les domaines dans lesquels la DGNP exerce sa mission et de préciser les compétences de plusieurs fonctions spécifiques, ainsi que diverses règles touchant à son organisation interne.

*Pour toute information complémentaire : M. Gilles Mulhauser, direction générale nature et paysage, DIME,  
☎ 022 388 55 61.*



---

## Nouvelle directive en matière de gestion des déchets de laboratoire

Dans le cadre de son [système de management environnemental](#), le Conseil d'Etat a adopté une nouvelle directive relative à la gestion des déchets de laboratoire. Il entend ainsi gérer de façon exemplaire les déchets les plus dangereux au sein de l'administration cantonale, l'Université, les hôpitaux et les hautes écoles spécialisées de Genève.

Les laboratoires de l'Etat produisent une multitude de déchets différents : produits chimiques, médicaments, déchets d'origine humaine ou animale, appareils et composants hors d'usage, objets piquants ou tranchants, matières ou objets souillés, etc. Ces déchets doivent être éliminés dans les règles de l'art afin d'éviter toute pollution de l'environnement et de ne pas mettre en danger l'intégrité physique des collaboratrices et collaborateurs concernés.

Supervisée par un groupe de coordination composé d'experts et s'appuyant sur un réseau de personnes de liaison, la gestion des déchets de laboratoire fera l'objet d'un suivi grâce à des audits réguliers et à des indicateurs pertinents. Les laboratoires de l'Etat devront se montrer exemplaires en matière d'infrastructures de récupération et de procédures d'élimination. Ils veilleront à diminuer à la source la production de déchets dangereux, à valoriser les déchets qui peuvent l'être et à neutraliser ceux particulièrement dangereux avant leur élimination. Enfin, les entités concernées devront également veiller à la formation et la sensibilisation régulière et harmonisée du personnel en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

*Pour toute information complémentaire : Mme Olga Villarrubia, direction générale de l'environnement, DIME,  
☎ 022 546 80 82.*

---

## Nouvelle dénomination à Chêne-Bourg

Le Conseil d'Etat a entériné la proposition de la commune de Chêne-Bourg de dénommer « place du Peintre » l'espace situé entre le n° 10, rue de Genève et le n° 19, rue du Gothard. Cette dénomination fait référence à Charles Rollier (1912-1968), peintre de renommée internationale, qui a vécu et travaillé à Chêne-Bourg de 1952 à sa mort et dont l'atelier se situe à proximité de la place en question.



Cette dénomination a été au préalable préavisée favorablement par la commission cantonale de nomenclature.

*Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, service de la mensuration officielle, DIME,  
☎ 022 546 72 01.*

---

## Petite enfance et zones de développement : aboutissement de deux référendums

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement d'une demande de référendum cantonal contre la [loi modifiant la loi sur les structures d'accueil de la petite enfance et sur l'accueil familial de jour \(LSAPE\) \(Plus de places de crèches pour nos enfants\)](#).

L'article 230, alinéa 1 de la [constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012](#) prévoit que l'ancien droit s'applique aux demandes de référendum portant sur les actes adoptés avant son entrée en

vigueur, soit avant le 1<sup>er</sup> juin 2013. La LSAPE ayant été adoptée par le Grand Conseil le 17 mai 2013, elle est donc soumise à la [constitution de la République et canton de Genève du 24 mai 1847](#).

La vérification des signatures déposées a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures exigées : 7000
- nombre de signatures annoncées par les déposants : 27'741
- nombre de signatures contrôlées : 7166
- nombre de signatures validées : 7012

Le nombre de 7000 signatures exigé par l'[ancienne constitution](#) (art. 53) pour faire aboutir le référendum est donc atteint.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs constaté l'aboutissement d'une demande de référendum cantonal contre la [loi modifiant la loi générale sur les zones de développement \(LGZD\) \(Pour une utilisation rationnelle du sol\)](#).

Cette loi a été votée par le Grand Conseil le 16 mai 2013 et sa publication dans la Feuille d'avis officielle a eu lieu le 31 mai 2013, soit avant l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution. En vertu du principe énoncé ci-dessus, elle est donc soumise à la [constitution de la République et canton de Genève du 24 mai 1847](#).

La vérification des signatures déposées a donné les résultats suivants:

- nombre de signatures exigées : 7000
- nombre de signatures annoncées par les déposants : 11'115
- nombre de signatures contrôlées : 7375
- nombre de signatures validées : 7017

Le nombre de 7000 signatures exigé par la [constitution du 24 mai 1847](#) pour faire aboutir le référendum est donc atteint.

La votation populaire sur ces deux objets sera fixée par arrêté ultérieurement.

Le délai de recours à la Chambre administrative de la Cour de justice est de six jours. Il court dès le lendemain de la publication des arrêtés dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 09.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
12 septembre 10h00	Réseaux de transports collectifs genevois : satisfaire des usagers toujours plus nombreux et préparer l'agglomération ferroviaire	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DIME	Yann Gerdil-Margueron ☎ 076 383 59 44
13 septembre 10h00	Cérémonie du bouquet de chantier de la 6 <sup>e</sup> étape du CMU	CMU 1, rue Michel-Servet 1206 Genève	DU	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
15 septembre dès 11h00	Partie officielle de la Fête des vendanges à Russin	Ferme Pittet 1281 Russin	DARES	Anna-Karina Kolb ☎ 022 327 90 60
17 septembre 9h30	Collaboration interinstitutionnelle à Montbrillant (cii'm)	Office cantonal de l'emploi 16, rue des Gares	DSE	Laurent Paoliello ☎ 079 935 86 75
19 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2014 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
20 septembre 11h00	Etendue des violences domestiques à Genève : premier bilan exhaustif et perspectives	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DS DF	Laurent Forestier (DS) ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67
24 septembre 10h30	Les zones industrielles du futur	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DARES	Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88
26 septembre 10h	Evénement anniversaire Label « 1+ pour tous »	(sera fixé ultérieurement)	DSE	Florence Forget ☎ 022 388 2437